

# PLENIERE DOUVERTURE : LE PREMIER MINISTRE DE LA RD C AU MAKUTANO

Date : 07 décembre 2021 – Heure : De 9h30 à 10h45

Lieu : Salon Congo – Pullman Kinshasa

## Intervenants

- M. Jean Michel Sama Lukonde Kyenge

## Thématiques abordées

- **Jeunesse et éducation** :Raissa Malu, Experte en Education
- **Climat et Environnement** : Me. **Mathy Yav**,
- **Investissements**: **Yannick Mbiya**,
- **Mine** : **Kalaa Mpinga**,
- **Réformes** : **Me Marcel Malengo**,
- **Modérateur** : **Christian Lusakueno, DG de Top Congo**

## **I. Contexte**

---

Dès l'ouverture de Makutano 7, dont le thème est "**Out of the box**" ou encore "**penser en dehors des sentiers bâtis**", son excellence le premier ministre s'est prêté à l'exercice des questions-réponses, questions lui posées par les cinq panelistes ci-haut cités, membres de Makutano.

## **II. Contenu des échanges**

---

### ***II.1 Jeunesse et éducation : Madame Raïssa Malou, Expert en et membre du panel de l'union africaine en charge de recherche et technologie***

Mme Malou était la première à intervenir et a posé 3 questions à son excellence Mr le premier ministre

**Q1** : Si nous voulons la croissance «économique, il nous faut un investissement important dans le capital humain, or dans le budget 2022, nous avons alloué 17% dans l'éducation, et cette enveloppe est essentiellement réservée aux rémunérations, les dépenses d'investissement qui doivent soutenir la quantité, l'inclusion, l'équité et la bonne gouvernance sont systématiquement négligés. D'où la question suivante : quelle est votre stratégie pour accroître le financement publique de l'éducation ? et comment envisager le rôle du secteur privé dans votre stratégie ?

Son excellence Mr le premier ministre parle d'abord de la gratuité de l'enseignement voulue par le Président de la République qui est la base de tout dans la formation de la jeunesse. Nous sommes dans un contexte où tout est priorité, mais on est obligé d'innover. C'est un secteur difficile aussi parce que le cadre de la continuité de l'Etat beaucoup d'engagement avait été pris pour rassurer le personnel enseignant et le motiver, et s'assurer que nous atteignons les résultats de la bonne formation de nos enfants. Il y a eu une augmentation par rapport aux budgets précédents, mais cela n'est pas suffisant, tout le monde peut s'en rendre compte, on a assisté à une rentrée difficile avec les revendications des enseignants,

et nous on doit rester dans l'adéquation d'améliorer l'enseignement, mais aussi d'autres adéquations telles améliorer les structures s'il faut investir à l'instar des manuels d'instruction pour assurer la gratuité. On est obligé de se partager entre tout ceci. Notre attitude est très volontariste. Nous avons créé des réformes pour avoir plus de moyens pour assurer tout cela, nous mettons en place d'autres réformes pour avoir ces moyens. Nous avons créé un fonds pour l'enseignement et la formation et ceci constitue une innovation parce qu'on s'est rendu compte que les moyens classiques pour financer ce secteur ne suffisent pas. Ce fonds sera alimenté par plusieurs sources : nous avons voulu laisser le fonds ouvert à tous nos partenaires classiques habituels, il y a aussi des structures internes telles le FPI qui vont allouer certaines de leurs allocations au niveau de l'enseignement. Et ce fond sera opérationnel en début de l'exercice 2022.

**Q2 :** Le ministère de la Recherche scientifique et l'innovation technologique a récemment validé le document de Recherche Scientifique de la RDC. Dans cette matière, le défi est d'allouer au moins 1% du PIB à la Recherche Scientifique conformément à la résolution des chefs d'Etat africains. Plus fondamentalement, cet effort que la RDC peut fournir, nous avons le sentiment que le gouvernement ne va pas dans le sens de la Recherche Scientifique et la technologie est un outil majeur du développement économique de notre pays, j'aimerais avoir votre opinion à ce propos. Mr le premier ministre, quelle est la position du gouvernement et quel est le rôle que vous pensez que les femmes doivent jouer dans les sciences, l'ingénierie et le développement des mathématiques, dans votre stratégie ?

Le premier ministre commence par préciser qu'il n'était pas d'accord avec Mme Malou quand elle dit que le gouvernement ne met pas les femmes au premier plan. D'abord ce plan a connu ma propre participation dans son élaboration et il a été porté au niveau du conseil des ministres, c'est-à-dire porter au niveau le plus élevé, ensuite il faut rappeler que la recherche c'est très intégrateur. Au niveau classique, le travail que nous faisons avec le ministère de la recherche scientifique est plus ou moins assuré, là où il y a le déficit c'est au niveau de l'accompagnement de nos chercheurs individuels qui peuvent apporter des solutions dans différents domaines de la vie. De ce côté, il y a besoin d'ajouter des ressources pour les accompagner, il y a tellement des talents. 1% certes, on a beaucoup d'autres plaintes notamment dans les secteurs sociaux tels la santé. Comprenez que dans un pays où tout est priorité, on est obligé d'assurer les priorités des priorités, pour les moments, nous avons des défis au niveau sécuritaire, nous sommes obligés de faire ces équilibres là, j'espère que tous les jours avec un peu plus des ressources au niveau de nos finances publiques, on pourra assurer des réponses.

Comment pensez-vous que le secteur privé peut être impliqué, qu'il peut vous aider à mettre en œuvre votre stratégie? Quel est message que vous voudrez leur adresser pour qu'il soit un appui pour vous dans le secteur de recherche scientifique, l'éducation et la formation de la jeunesse ?

Le message que je voudrai leur donner, c'est d'abord qu'au niveau du gouvernement nous pouvons assurer un cadre d'échange. Je sais que ça existe déjà, mais il faudra que cela soit renforcé. Il faudra faire la vulgarisation, la promotion de ce plan après sa validation, pour cela ils seront invités pour voir comment les impliquer. Dans ce domaine, le secteur privé doit venir avec nous, non seulement dans la recherche scientifique, mais aussi dans l'enseignement.

**Q3 :** Dans le cadre de l'UA, il y a la formation des jeunes cadres pour le changement. Ces jeunes demandent si le gouvernement a mis en place les mécanismes pour assurer une continuité de cette formation pour assurer une meilleure représentation de cette jeunesse dans les instances internationales ?

Le président de la république lui-même a fait un plaidoyer de cette question. La première des choses c'est d'encourager les jeunes congolais qui sont déjà dans les institutions à briguer les plus hautes fonctions. Au niveau de l'UA cette formation va dans ce sens, on veut que nos jeunes aillent à l'étranger se former, mais aussi qu'ils puissent revenir au pays. Oui, on veut pérenniser cela, il y a des échanges qui se font au niveau de l'ENA. Mais, ce sont les échanges d'après qui sont les plus importants. Quelle est qu'on va leur donner au moment de leur retour ? Parce qu'on a déjà des jeunes énarques qui cherchent des solutions et qu'ils n'en trouvent pas au niveau de la fonction publique ou il y a des réponses à apporter notamment avec des réformes.

La gratuité a permis le retour à l'école de 4 millions de jeunes, majoritairement des jeunes filles. Tout devrait se jouer au niveau de la femme qui soit impliquée dans tous les secteurs. Toute la promotion devrait se faire au niveau de la femme.

Christian Lusakueno : au moment où cette jeunesse se demande si elle n'a pas déjà tout fait, quelles sont les perspectives d'espoir rassurantes que vous pouvez lui envoyer à ce Makutano en direct ?

Le premier ministre estime qu'il y en a encore à faire et qu'on n'a pas encore tout fait, si non ça sera un aveu d'échec.

Le message à donner est que ce n'est pas seul que l'on peut réussir, cela demande l'implication de tous. La jeunesse a besoin d'être impliquée pour pouvoir donner des solutions. Pour qu'elle le fasse, nous avons des ministères sectoriels qui sont dévolus à cette charge. C'est important que nous allions plus loin dans ce cadre là pour les encourager à s'impliquer davantage.

## ***II.2 Climat et Environnement : Me Mathy Yav, avocat au barreau de Kinshasa-Matete, Consultante internationale sur l'environnement***

Mme Me Yav a posé 3 questions à son excellence Mr le premier ministre

**Q1** : Dernièrement, un nouveau paradigme a été répété : la RDC pays solution. Quel est le contenu que vous donnez à ce nouveau narratif ? Quelles sont les réformes institutionnelles que le gouvernement entend apporter ou proposer pour uniformiser les actions gouvernementales dans ce sens, c'est-à-dire promouvoir la RDC pays solution pas seulement au niveau de l'environnement, mais aussi de l'énergie, de la santé avec la pollution, assainissement des déchets car cela fait partie de la santé, de la nanotechnologie par exemple, la gestion des mines, la recherche scientifique. Comment on fait pour promouvoir tous ces différents aspects qui sont liés à l'environnement ?

**SM** : C'est plusieurs choses qui viennent à la fois :

- La première chose, c'est vous assurer que l'environnement fait partie de nos priorités. Par exemple, la vice-primature dédiée à l'environnement.
- RDC pays solution, nous avons voulu porter ce narratif plus haut, il a été porté par la plus haute personnalité de notre pays à la Cop 26 à Glasgow et au G20 en Italie. Le contenu de ce narratif est que nous avons d'abord une prise de conscience, nous découvrons notre potentiel au niveau du bassin du Congo., notre contribution avec notre biodiversité à atténuer le réchauffement climatique, nous avons un rôle majeure par rapport à la masse de bio carbone que nous avons en RDC comme réserve. A partir du moment où cette prise de conscience est là, on voudrait dire que nous voulons protéger ce potentiel, nous voulons nous assurer que les populations qui vivent cette forêt puisse aussi s'épanouir, sortir de la pauvreté.

Le deuxième volet de votre question montre que cette question est transversale et ne concerne pas que le ministère de l'environnement mais aussi d'autres ministères tels que la santé qui sont impliqués, le ministère de l'environnement reste le pôle d'impulsion. Nous avons pris des mesures pour protéger nos forêts, pour assurer une transformation localement. Nous avons défini un zonage pour l'exploitation de nos forêts tenant compte de sa biodiversité.

**Q2** : je voudrais savoir dans quel cadre cette concertation se fait ?

**SM** : Le ministère de l'environnement crée les cadres de concertation selon les différents domaines. Si on parle de la pollution, c'est le secteur minier, la sécurité, et on crée une commission pour discuter de ces questions au niveau du ministère de l'environnement. L'exemple du programme planter 1 milliard d'arbres, on a vu qu'au lancement tous les ministères étaient représentés.

### ***II.3 Investissement : Yannick Mbiya Ngandou, Administrateur et Directeur Général adjoint de TMB en charge du réseau d'agences***

Mr Mbiya Ngandou a posé 2 questions à son excellence Mr le premier ministre

**Q1** : Quelles sont les actions concrètes déjà entreprises ou en cours par le gouvernement qui vont contribuer concrètement à l'amélioration du climat des affaires tant décrié par les investisseurs tant locaux que les internationaux ?

SM : Nous avons défini un cadre autour du ministère de plan qui chapeaute cette question de climat des affaires. Nous avons établi une feuille de route avec les ministères sectoriels qui, chacun dans son domaine a quelque chose à apporter dans le climat des affaires. Les questions phares sont :

- C'est d'abord la rationalisation fiscale. Notre système fiscal demande des réformes pour le rendre plus attrayant par rapport aux pays de la sous-région.
- Et puis, nous avons des questions juridiques et judiciaires. Juridique parce qu'il faut absolument que nous puissions gérer les contentieux. Judiciaire parce qu'il y aura les facilitations à faire vis-à-vis des investissements.
- Et à côté de ces questions, il y a tout l'accompagnement qui doit être fait par le gouvernement.

Nous avons également créé un système, qui est suivi au niveau du gouvernement mais aussi au niveau de la présidence de la république pour s'assurer que nous ayons un tableau de bord pour nous situer chaque jour par rapport au "doing business". Ce qui est une référence pour nous, il faut améliorer notre cotation de ce côté là et c'est sur cela que nous travaillons. Donc, la question du climat d'affaires est une question centrale et le gouvernement est très penché dessus.

Mr Mbiya Ngandou fait ensuite un plaidoyer pour les agriculteurs et les artisans qui exercent en dehors de toute légalité car l'entité devant leur reconnaître la personnalité juridique a été créée mais n'est pas encore opérationnelle. Si le premier ministre peut accélérer les choses de ce côté là.

SM : Merci pour cette grande interpellation, je vais rapidement me mettre à l'œuvre la rendre effective.

**Q2** : 8 milliards dans le budget pour la relance des entreprises du portefeuille de l'Etat. Ne faudrait-il pas dans une approche purement descriptive, comme on nous demande de réfléchir out of the box, pour opter tout simplement pour une ouverture du capital de certaines entreprises pour le développement et l'industrialisation du pays. Je me permets de citer le FPI et la SOFIDE en appelant l'investissement privé qu'il soit local ou étranger pour les recapitaliser et gérer en dehors de toute pesanteur politique ?

SM : La question tombe à point nommé, à l'époque du ministre Mabunda tous les espoirs étaient permis, on disait que les entreprises commerciales allaient performer, aujourd'hui il faut constater qu'il y a du plomb dans l'aile. Beaucoup de sociétés n'arrivent plus à s'auto suffire. Pour qu'elles puissent réussir il faut que l'Etat s'implique, mais jusqu'à quand l'Etat va mettre les moyens. Donc, oui, à mon niveau cela ne doit pas être une question tabou.

**II.4 Mines : Kalaa Mpinga, Président du Conseil d'Administration des Huileries du Congo.**

Mr Kalaa Mpinga a posé 2 questions à son excellence Mr le premier ministre

**Q1** : Ne pensez-vous pas qu'il serait peut être temps de mettre sur la table de discussion une rattachement du secteur minier par les nationaux aussi bien l'Etat que le privé ? j'ai observé que les cinq plus grands miniers au monde ont un encrage national important.

SM : Nationalisation, compte de notre histoire, ne pas le terme à utiliser ici, surtout dans le contexte où nous parlons de l'amélioration du climat des affaires, ça ne sera pas le cadre, mais bien qu'il y a une réflexion à faire sur comment nous tirons profit du code minier comment la RDC peut tirer profit de ses ressources minières.

**Q2** : Concernant la sous-traitance, est-ce l'Etat serait prêt à donner à l'investisseur principal les encouragements ?

SM : Pour avoir plus des congolais, il faut qu'il y ait des incitatifs à définir, du moins pour les locaux pour les encourager à intégrer le système. Au niveau du gouvernement, on a levé l'option d'avoir une banque de développement.

***II. Réformes : Me Marcel Malengo, Avocat de Kinshasa-Matete, Fondateur du cabinet MM Associate***

**Q1** : Quelles sont les trois plus grandes réformes que vous initiées ou les trois plus grands changements que vous avez déjà initiés ou pensé implémenter dans votre gouvernement dont les effets seront attendus à long terme, pas de manière immédiate et pourquoi ?

SM : La réforme phare, c'est les questions de dénombrement, de recensement et d'identification. Tant que nous n'aurons pas répondu à ces questions de statistique, il sera difficile de des réponses précises et ce, dans tous les domaines. Ensuite, pour arriver à avoir les moyens de notre politique, il y a d'autres réformes qui viennent notamment dans le secteur économique et financier pour lutter contre la fraude, le coulage des recettes, la corruption, etc. donc, il faut trouver plus de moyens. Et la troisième, c'est le développement à la base, le programme de 145 territoires que nous avons édité parce que nous une juste redistribution de nos richesses. Parce que nous voulons apporter le développement là où il est attendu pour résoudre les questions d'exode rural auquel on fait face.

Pour conclure, Mr Lusakueno pose la dernière question à son excellence Mr le Premier Ministre dans les termes suivants : entre espoir et potentiel, vers quoi la RDC doit se pencher.

SM : Les deux, espoir parce que nous avons le potentiel. Et aux jeunes, le gouvernement est conscient de son rôle et nous y travaillons.